



Organización Internacional del Café
Organização Internacional do Café
Organisation Internationale du Café

Coffee Organization

ED 1899/03

23 octobre 2003
Original : anglais

F

**Les points saillants du
40^e anniversaire de l'Organisation
et de la 89^e session du Conseil
15 – 19 septembre 2003,
Cartagena, Colombie**

Introduction

Sur invitation du Gouvernement de Colombie, le Conseil international du Café et le Comité exécutif se sont réunis pour la 89^e session du Conseil pendant la semaine du 15 au 19 septembre 2003 à Cartagena, Colombie, pour la célébration du 40^e anniversaire de l'Organisation. C'est la première fois qu'une session du Conseil se déroulait en dehors du siège de l'Organisation à Londres.

Les réunions ont eu lieu alors que le secteur du café est en proie à la plus grave crise de son histoire ; les prix sont, en effet, si faibles qu'ils entraînent des niveaux croissants de pauvreté, de chômage et de troubles sociaux dans les pays producteurs. La chaîne de valeur est déformée contre les pays producteurs et la consommation mondiale est stagnante. Toutefois, dans la communauté internationale, il y a une prise de conscience grandissante du problème et de la nécessité d'intervenir ; ceci a été reflété pendant la session du Conseil, dans le cadre de la communication du Directeur exécutif à la 5^e Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún, Mexique, la semaine qui a précédé le Conseil, et dans l'importante couverture médiatique que les réunions de l'OIC ont suscitée dans la presse internationale.

Célébration du 40^e anniversaire – les points saillants

Cérémonie inaugurale

La séance du Conseil a été officiellement ouverte le 16 septembre par le Président de la Colombie, Son Exc. M. Álvaro Uribe, en présence du Président du Brésil, Son Exc. M. Luiz Inácio Lula da Silva, et du Président du Honduras, Son Exc. M. Ricardo Maduro. Les Présidents ont prononcé des déclarations d'ouverture, de même que M. Gabriel Silva Luján, Directeur général de la *Federación nacional de Cafeteros de Colombia*, M. Jacques

Thinsky (Belgique), Président du Conseil, et M. Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'OIC. La cérémonie inaugurale s'est déroulée en présence de plus de 500 délégués représentant les 55 Gouvernements Membres de l'Organisation, ainsi que le secteur privé du café et des observateurs de pays non membres et de diverses agences internationales. L'on trouvera à l'Annexe I un exemplaire des déclarations d'ouverture.

Attribution de la Croix d'Argent de l'Ordre de Boyacá

Pendant la cérémonie, le Président de la Colombie a décerné à l'Organisation internationale du Café la Croix d'Argent de l'Ordre de Boyacá au titre du 40^e anniversaire de l'Organisation et pour marquer les mérites de l'OIC, ce qu'elle a fait pour le peuple de Colombie et son importance pour l'avenir. Il s'agit de la décoration la plus élevée de Colombie et elle a été acceptée par le Directeur exécutif au nom de l'Organisation.

Les autres points forts de la semaine ont été les manifestations suivantes :

Remise des clés de la Cité de Cartagena

Le Maire de Cartagena a présenté les clés de la Cité de Cartagena au Directeur exécutif au cours d'une cérémonie spéciale qui s'est déroulée à l'hôtel de ville, le 15 septembre 2003, en présence des Présidents des comités et du personnel de l'Organisation participant aux réunions.

Séminaire sur le café et la santé

L'Organisation internationale du Café et la *Federación Nacional de Cafeteros de Colombia* (FEDERACAFÉ) ont tenu un Séminaire sur le café et la santé au Centre de conférence et d'exposition de Cartagena, Colombie, le 15 septembre 2003. Le Séminaire, présidé par M. Ernesto Illy, Président de l'Institut scientifique d'information sur le café (ISIC) et Président du Comité de promotion de l'OIC, a rassemblé des experts scientifiques provenant de pays producteurs et consommateurs de café, avec la participation de quelque 250 délégués de 60 pays et du secteur privé. Les actes du Séminaire sur le café et la santé seront publiés par FEDERACAFÉ.

Visite de régions de caféiculture

Après les réunions, il y eut la visite de régions de culture du café près de Pereira et d'Armenia les 20 et 21 septembre. Les délégués ont pu avoir des entretiens portant sur le café avec des caféiculteurs de ces régions et ils ont visité CENICAFE, le centre national de recherche et le Parc national du café d'Armenia.

Cachet postal commémoratif

Afin de célébrer le 40^e anniversaire et en collaboration avec le Ministère des Communications, ainsi que l'Administration nationale des postes, un cachet postal spécial a été émis ; il sera utilisé pour affranchir 8 000 lettres locales, nationales et internationales et d'autres communications postales qui sont expédiées quotidiennement.

Soutien politique

Déclarations présidentielles

Au cours de la cérémonie inaugurale et d'une conférence de presse ultérieure le 16 septembre, les Présidents de la Colombie, du Brésil et du Honduras ont évoqué le mérite des travaux de l'Organisation pendant les 40 dernières années et, pendant des entretiens informels, ils ont demandé au Directeur exécutif de prévoir des rencontres avec les chefs de file des plus grandes compagnies caféières multinationales et eux-mêmes afin de rechercher les moyens permettant de faire face à la crise des prix et de trouver des solutions justes et durables (voir Annexe I).

Soutien parlementaire

Des parlementaires brésiliens et colombiens réunis à Cartagena le 18 septembre ont entériné l'action de l'OIC et son rôle en tant qu'instance mondiale de premier plan impliquée dans la collaboration et la coopération ayant trait aux questions caféières ; ils se sont déclarés entièrement en faveur des propositions analysées dans le contexte des réunions de célébration du 40^e anniversaire de l'Organisation. L'on trouvera à l'Annexe II copie de leur déclaration.

Messages de soutien

Son Exc. M. Vicente Fox, Président du Mexique, M. Poul Nielson, Commissaire européen pour le Développement et l'Aide humanitaire, M. Ian Johnson, Vice-Président de la division du Développement social et environnemental durable de la Banque mondiale et M. Robert Nelson, Directeur général de l'Association nationale du café des États-Unis ont fait parvenir des messages évoquant la contribution de l'OIC à la coopération internationale concernant les questions caféières et ses travaux en faveur des pays producteurs de café depuis 1963. Copies de ces messages figurent à l'Annexe III.

Principaux résultats des réunions de Cartagena

Réunion avec des dirigeants industriels et les Présidents

Il a été convenu que le Directeur exécutif prendra contact avec des chefs de file de l'industrie caféière afin d'envisager la possibilité d'organiser une réunion avec les Présidents de la Colombie, du Brésil et du Honduras en vue de rechercher les moyens de juguler la crise des prix du café.

Création d'un Front parlementaire pour la défense des exploitants de café

Au cours d'une réunion à Cartagena le 18 septembre, des parlementaires brésiliens et colombiens ont signé un accord prévoyant la création d'un Front parlementaire international pour la défense des exploitants de café et ont accordé leur soutien total à la proposition des Présidents de la Colombie, du Brésil et du Honduras afin qu'ils entament des négociations avec des dirigeants de l'industrie mondiale du café en vue d'assurer la reprise des prix internationaux du café (voir Annexe II).

Déclaration de Cartagena

Un projet de déclaration a été préparé, lequel sera étudié par le Comité exécutif réuni à Londres en janvier 2004, avant d'être communiqué officiellement aux dirigeants mondiaux.

Augmentation de la consommation mondiale de café

Le Conseil a approuvé un Plan d'Action destiné à augmenter la consommation mondiale de café ; ce Plan identifie quatre domaines déterminants d'intervention :

- Diffusion de renseignements positifs concernant les effets du café sur la santé ;
- Amélioration de la qualité ;
- Promotion de la consommation dans les pays producteurs ; et
- Promotion de la consommation dans les marchés nouveaux et émergents.

L'application de ce Plan sera passée en revue par le Groupe directeur de la promotion qui examinera également les dispositions en vue d'une réunion d'engagement de fonds, laquelle aura lieu en mai 2004 pour rechercher des ressources auprès des Membres, des non membres, diverses organisations et le secteur privé.

Programme d'amélioration de la qualité du café

Le Conseil s'est déclaré en faveur du maintien du programme d'amélioration de la qualité du café de l'OIC établi en vertu de la Résolution numéro 407 et qui est entré en

application le 1 octobre 2002. Le programme d'amélioration de la qualité du café a donné lieu à un engagement politique en vue de l'amélioration de la qualité sur le plan international et a réussi à développer progressivement une plus grande sensibilisation vis-à-vis de l'importance de ce dossier pour l'avenir du secteur caféier, tout en éliminant du marché le café de moindre qualité.

Déclaration des Producteurs concernant l'OTA

Les Membres producteurs ont émis une déclaration pour insister auprès de l'Union européenne afin qu'elle revienne sur la proposition d'adoption des limites du contenu de l'OTA dans le café (diffusé sous la référence ED-1896/03).

Participation

Le Conseil s'est félicité du soutien du Comité du Congrès américain pour les Relations internationales en vue de la participation des États-Unis à l'OIC. En septembre 2003, le Comité a écrit au Secrétaire d'État, M. Colin Powell, pour souligner combien il est important d'être Membre de l'OIC afin de revitaliser l'industrie du café de Colombie et d'appuyer des solutions axées sur le marché pour juguler la crise du café. Le Conseil a également adopté la Résolution numéro 417 invitant le Canada, la Chine, le Pérou, la Fédération russe et d'autres pays non membres à adhérer à l'Accord de 2001.

Conférence mondiale du Café

Le Conseil a décidé que la 2^e Conférence mondiale du Café, destinée à rassembler les dirigeants des secteurs public et privé aurait lieu à Salvador, Brésil, les 18 et 19 septembre 2004 et qu'elle serait suivie des réunions du Conseil international du Café et du Comité exécutif.

**Allocutions prononcées lors de la cérémonie d'ouverture
à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Organisation et
de la 89^e session du Conseil international du Café
16 septembre 2003, Cartagena, Colombie**

- Son Exc. M. Álvaro Uribe Vélez, Président de la Colombie
- Son Exc. M. Luiz Inácio Lula da Silva, Président du Brésil
- Son Exc. M. Ricardo Maduro, Président du Honduras
- M. Gabriel Silva Luján, Directeur général de la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie
- M. Jacques Thinsy, Président du Conseil international du Café
- M. Néstor Osorio Londoño, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café

**DÉCLARATION DE SON EXC. MONSIEUR ÁLVARO URIBE VÉLEZ,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE**

Mesdames et Messieurs les délégués,

Nous sommes rassemblés ici à l'occasion d'un événement historique, à savoir la célébration du 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Café, laquelle constitue un excellent instrument multilatéral et institutionnel en vue de la coopération entre les pays industrialisés et les pays en développement.

Il s'agit également d'une manifestation exceptionnelle, car c'est la première fois qu'une session du Conseil international du Café a lieu en dehors du siège de l'Organisation à Londres. Le Gouvernement de la Colombie reconnaissant la signification de cette commémoration, les mérites de l'OIC, sa contribution au sort du peuple colombien, et son importance pour notre avenir a décidé de lui décerner la Croix d'Argent de l'Ordre de Boyacá. Je souhaite remercier le Directeur exécutif de l'OIC, Monsieur Néstor Osorio Londoño, ainsi que ses collaborateurs, de tous leurs efforts en faveur de la communauté caféière.

Les personnalités politiques et diplomatiques de premier plan qui sont des nôtres aujourd'hui reflètent et soulignent l'importance de l'anniversaire que nous célébrons. Il est certain, cependant, que cette combinaison de circonstances exceptionnelles peut également être attribuée au fait que nous nous réunissons à un moment de grande détresse pour les pays producteurs de café.

En dépit du fait que nous sommes ici pour nous réjouir des réalisations de l'OIC et de son regain de vitalité, nous sommes surtout ici en raison de la nécessité de trouver de nouvelles approches et d'avancer des solutions audacieuses afin de juguler la crise mondiale du café qui est la plus grave et la plus longue que l'on ait connue de mémoire d'homme.

Les orateurs qui m'ont précédé ont parlé de l'ampleur de la tragédie sociale, économique et politique qui touche tous les pays producteurs de café. Je ne peux m'empêcher de m'en faire l'écho et d'évoquer, dans cette enceinte, la souffrance et le désespoir dont le sombre spectre hante les montagnes de la Colombie.

Les conséquences sociales de la crise sont terrifiantes. Je les ai constatées personnellement dans les villages de montagne de ma propre région et je peux témoigner de l'impact de la pauvreté qui afflige les caféiculteurs comme la peste depuis que, dans l'euphorie de la libéralisation du marché, nous avons renoncé aux scénarios de coopération et de coordination. Dès lors, les producteurs et les consommateurs ont commencé à définir leurs stratégies caféières de manière individuelle, sans prévoyance et avec beaucoup d'ambition.

Avec l'effondrement de l'accord sur les contingents, les pays producteurs de café ont mordu à l'idée d'un libre marché du café comme si c'était une bénédiction, la croissance des exportations neutralisant la chute sans précédent des cours du café. La réalité s'est avérée très différente, si ce n'est tragique, car la suppression des contingents n'a pas été remplacée par des pratiques commerciales susceptibles de protéger les revenus des producteurs.

Le système des contingents allait à l'encontre de toute initiative concurrentielle dans les exploitations de café, or le marché libre a sorti les caféiculteurs de la léthargie de l'inefficacité de sorte qu'ils ont procédé à des ajustements profonds et douloureux afin de rendre leurs exploitations plus efficaces et plus compétitives.

La Colombie, par exemple, a augmenté sa productivité – mesurée en nombres de sacs par hectare – par un facteur de 45% entre 1999 et 2002. Les coûts de production sont tombés de 1 dollar en 1998 à 62 cents EU l'année dernière. En moins d'une décennie, la superficie consacrée au café a été réduite par un facteur de 35% dont une partie importante était située dans des zones marginales où l'élevage s'est avéré plus rentable.

Au Brésil, les changements ont également été importants. La productivité a augmenté de 67% entre 1995 et 2001. La superficie consacrée au café a été réduite de quelque 400 000 hectares ; les coûts de production sont sensiblement plus bas, réduisant ainsi un problème concurrentiel qui nuisait à la production brésilienne depuis la deuxième moitié des années 90.

Néanmoins, il y a une grave crise du café et les efforts des producteurs se sont avérés inutiles. Entre 1997 et 2002, la valeur des exportations mondiales de café a reculé de 60%, à savoir de 12,9 milliards de dollars EU à 5,3 milliards de dollars EU. Pendant la même période, cependant, le volume des exportations a progressé de 80,3 millions de sacs à 87,7 millions de sacs, soit une croissance de 9%.

Autrement dit, tandis que les recettes des exportations baissaient de 7,6 milliards de dollars EU, leur volume augmentait de 7,4 millions de sacs. Ces chiffres sont à la fois frappants et inquiétants : pour chaque sac supplémentaire de café placé sur le marché international, il y a eu une perte de recettes à l'exportation de plus de 1 000 dollars EU.

Aux efforts des producteurs l'on peut ajouter ceux des gouvernements qui ont été obligés, malgré leurs problèmes de fiscalité, de trouver des ressources budgétaires pour étayer des programmes d'investissements sociaux dans les régions de caféiculture de leurs pays.

En Colombie, des mesures appropriées ont été prises au moyen d'une politique de soutien direct des revenus des caféiculteurs, à savoir un appui financier pour des programmes d'assistance technique et de recherche scientifique, pour le financement de programmes destinés à renouveler les arbustes de café et pour rajouter à la culture du café celle du maïs et des fèves afin de compléter les revenus, et d'assurer le suivi des politiques de restructuration des dettes des exploitants de café. De tels efforts ont été financièrement coûteux, mais insuffisants sur le plan social.

La crise persiste. Les plus bas cours internationaux du café ont suscité des phénomènes sans précédents de détérioration sociale dans les régions de caféiculture. Le niveau de malnutrition infantine est maintenant plus élevé que la moyenne rurale nationale ; 45% des caféiculteurs les plus pauvres ont radicalement réduit leurs achats alimentaires ; l'on abandonne la scolarité, en effet, un tiers des enfants les plus vulnérables du pays ne vont pas à l'école ; des femmes et des adolescents désertent les exploitations pour trouver du travail dans les zones urbaines ; il a suffi de seulement cinq ans pour diminuer de moitié le revenu par personne des exploitants de café.

Certains exploitants plantent des cultures illégales car le désespoir suscité par la crise crée la tentation des revenus faciles qu'engendre le trafic de la drogue.

Avons nous manqué d'imagination ? Nous devons en faire preuve de davantage pour trouver les moyens d'augmenter la productivité et de réduire les coûts afin de déboucher sur des solutions. Notre dépendance économique et sociale par rapport au café signifie que nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

L'incompréhension et l'indifférence de l'industrie de la torréfaction dans les pays consommateurs ont-elles entravé le recours à des solutions hardies pour juguler la crise ? Je crois que le moment est venu de lancer un appel à l'industrie multinationale de la torréfaction afin qu'elle participe plus activement à la recherche de solutions.

Si nous ne redressons pas le sort des producteurs de café, les perspectives au niveau des consommateurs vont s'assombrir, car la consommation est également en crise. Il appartient aux torréfacteurs et à l'industrie de la transformation de ranger leurs calculatrices, d'arrêter de penser à leurs bénéfices immédiats et de réfléchir aux modalités nécessaires pour trouver des solutions.

Leur propre avenir est en jeu et ils deviennent de plus en plus vulnérables. Si la crise continue, les consommateurs vont avoir plus de mal à trouver d'autres sources d'approvisionnement et la diversité des origines se limitera aux deux ou trois pays capables de maintenir un stable approvisionnement de café. Rien ne peut faire plus de tort à la culture mondiale du café qu'une plus grande concentration du marché !

J'estime que nous devons agir sans tarder car les conséquences de la crise se répandent au-delà de nos frontières. Nous ne pouvons plus parler de problèmes qui nous seraient seulement internes parce qu'un secteur de l'économie est en proie à des difficultés. Il s'agit d'une crise internationale !

La gravité de la situation mondiale du café a exacerbé l'immigration illégale dans les pays développés, encourageant les cultures illégales et intensifiant la menace du terrorisme par les stupéfiants, de sorte que, dans de nombreux pays, la sécurité nationale est en jeu.

En Colombie, la filière du café et son réseau social ont été, depuis plus d'un siècle, la colonne dorsale de notre stabilité institutionnelle. C'est dans le secteur du café que l'on a fait le plus d'efforts pour procéder à une répartition des revenus plus équitable. Les régions de caféiculture ont été et continueront à être la défense de la démocratie.

Le café ne constitue plus un négoce lucratif en Colombie : c'est une solution sociale qui émane d'une structure démocratique et qui est dotée d'une prédominance de petits exploitants.

Les répercussions sociales de la crise ont touché l'ensemble des producteurs. Évoquant l'Amérique centrale, la Banque mondiale a dit que la crise du café était un ouragan Mitch silencieux. La culture du café fait appel à 28% de la main-d'œuvre d'Amérique centrale. Au Cameroun, sur une population de 15 millions d'habitants, 2 millions de personnes dépendent du café. En Côte d'Ivoire, la moitié de la population de 17 millions d'habitants est tributaire du café et du cacao. Au Brésil, sur 300 000 producteurs, plus de 70% sont de petits et moyens exploitants et 3,5 millions de personnes dépendent du café pour leur subsistance.

Les consommateurs, les producteurs, les organisations multilatérales, les organismes de gouvernance, les politiciens : tous, nous devons prendre la voie de la coopération et de la coordination. L'Organisation internationale du Café œuvre dans ce sens depuis 40 ans : elle a

prévu des espaces de coopération, elle constitue un forum de discussions pour les producteurs et les consommateurs de café ; elle s'assure également que les petits caféiculteurs disposent d'une autorité capable de résoudre leurs difficultés.

L'ensemble des pays producteurs est disposé à contribuer au renforcement des accords existants et à l'élaboration de nouveaux accords, comme l'atteste la présence du Président Lula du Brésil et du Président Maduro du Honduras qui représente l'Amérique centrale.

Il incombe aux pays consommateurs d'adopter une attitude plus positive, ils se trouvent maintenant devant une occasion en or, il ne s'agit pas de la rater.

C'est pourquoi je propose que nous fassions preuve de détermination politique afin d'améliorer la qualité du café ; que nous fassions progresser la consommation mondiale du café et que nous montions des projets susceptibles d'assurer la durabilité à long terme de la culture du café, Il nous appartient à nous, les producteurs, de coordonner nos politiques intérieures et d'encourager l'échange d'information afin d'éviter le désordre du marché. Il incombe aux consommateurs de créer des mécanismes commerciaux transparents et prévisibles et d'éliminer les obstacles tarifaires qui pénalisent la valeur ajoutée dans la chaîne du café.

Nous souhaitons que tous les pays consommateurs, y compris les États-Unis, qui absorbent 35% de la production mondiale, deviennent des participants actifs de l'OIC. C'est ainsi que les producteurs pourront adopter des normes de qualité qui assureraient l'orientation du marché et deviendraient ainsi une garantie de qualité pour les consommateurs ; il leur appartiendrait également d'améliorer leurs pratiques de production afin de protéger l'environnement et d'assurer la durabilité de la culture du café.

J'estime que les préoccupations concernant les quantités ont obscurci l'horizon de divers cafés de luxe, dont, premièrement, le café biologique.

Nous avons à cet égard la grande révolution de la production dont nous avons besoin. Ce type de production permet de conjuguer la culture du café à l'ombre des arbres qui peuvent produire des bois de qualité, avec d'autres cultures nécessaires à la sécurité alimentaire à l'aide de pratiques biologiques au niveau du lavage. Voilà le nouveau et grand produit que nous devrions proposer au public dans les établissements de vente spécialisés.

Il semblerait que, du fait de la suppression du système des contingents, nous ayons besoin d'urgence d'incorporer des mécanismes commerciaux, comme les options de vente du Brésil et autres mécanismes analogues, afin de garantir aux producteurs un prix minimal : si le prix commercial est plus élevé, une partie de la différence peut être placée dans des comptes d'épargne individuels aux noms des producteurs et auxquels ils pourraient avoir recours si le prix commercial devenait inférieur au prix minimal.

Le prix minimal garanti pourrait être assuré grâce à des contributions budgétaires de la part des pays producteurs et consommateurs. En outre, comme c'est le cas en Colombie, la pleine intégration des producteurs nécessiterait qu'une part des revenus soit retenue pour des programmes sociaux et communautaires de bienfaisance.

Le dossier est complexe et les solutions ne vont pas tomber du ciel. Dans le monde entier, 100 millions de caféiculteurs attendent beaucoup de nos actions.

Il ne faut pas les décevoir car leur patience atteint ses limites. Merci.

**DÉCLARATION DE SON EXC. MONSIEUR LUIZ INÁCIO LULA DA SILVA,
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE DU BRÉSIL**

Monsieur le Président,

Cela a été un honneur pour moi d'accepter l'invitation du Président Uribe Vélez à participer, à Cartagena de Indias, à la célébration du 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Café.

Le Brésil, de même que la Colombie et d'autres pays producteurs de café représentés ici, ont assisté à la naissance de l'Organisation dont l'objectif était d'accroître la valeur d'un produit qui a été inextricablement lié à l'histoire et à la culture de nos pays.

Nous, Brésiliens, apprécions le café pour son arôme et son goût, ainsi que son rôle dans les habitudes et les coutumes qui jalonnent nos vies quotidiennes et contribuent à façonner notre identité nationale.

Cependant, nous l'apprécions surtout pour une autre raison : plus que tout autre produit, le café a marqué un tournant décisif dans la trajectoire du développement économique du Brésil.

Les revenus du café ont été à l'origine des investissements qui ont construit le Brésil moderne.

À partir de la seconde moitié du 19^e siècle, les plantations, et les travailleurs qui les exploitaient, se sont multipliés sur le sol brésilien. L'exploitation du café est devenue la principale activité agricole du pays et représentait plus de la moitié de ses revenus à l'exportation.

Contrairement à d'autres produits qui, à différents moments, ont suscité une richesse éphémère, le café a permis de construire des chemins de fer, d'agrandir des ports et d'engendrer la prospérité sous-jacente à la croissance économique du Brésil au fil de nombreuses décennies.

Ce sont la production et l'exportation de café qui ont permis à un pays pauvre et peu avancé, comme le Brésil, de s'embarquer sur la voie de l'industrialisation et du progrès.

C'est un historique que partagent de nombreux pays ici représentés. C'est la raison pour laquelle l'OIC est si importante. Il s'agit d'une organisation capable d'attacher de la valeur au travail et à l'investissement de nos peuples à un juste prix international.

M. le Président,

Tandis que l'OIC atteint sa 40^e année, elle est en mesure de célébrer de nombreux succès. Toutefois, il nous appartient de nous souvenir du défi qu'ont posé les profondes mutations de l'économie internationale au cours des quatre dernières décennies. Au cours de cette période, les produits de base ont perdu de leur valeur du fait de la détérioration des termes des échanges.

À présent et à l'avenir, nous devons relever le défi qui consiste à rétablir la valeur de notre café qui, pour de nombreux pays, est une source vitale et irremplaçable de devises étrangères.

Compte tenu de la forte détérioration des prix du café sur les marchés internationaux, l'OIC, de même que les Producteurs et les Consommateurs doivent, plus que jamais, coopérer afin de trouver des solutions durables et, surtout, des solutions équitables.

Ces solutions devront assurer une rémunération équitable à tous ceux dont la compétence et le dur labeur contribuent à transformer une terre vierge et à en faire la boisson la plus populaire du monde.

Il est inacceptable que, seuls, certains intervenants bénéficient de l'état de choses actuel, à savoir l'industrie de la torréfaction dans les pays développés et les établissements de vente du café, sans parler des pays qui imposent des taxes internes élevées sur le café transformé, ou les intermédiaires concernés par l'acheminement du café vers les marchés des consommateurs.

Il nous appartient d'empêcher que la chute vertigineuse des prix ne devienne un cercle vicieux dans le cadre duquel tous les intervenants sont perdants, les producteurs de café irréversiblement appauvris, la qualité amoindrie, les exploitations caféières abandonnées, d'où une marginalité accrue et une instabilité rurale.

Le consommateur n'y trouve pas non plus son compte car les faibles prix payés aux producteurs ne sont pas répercutés sur lui et les consommateurs continuent à payer un prix très élevé pour une tasse de café.

Les pays producteurs sont presque réduits à l'impuissance tandis qu'ils assistent au déroulement de cette crise.

Dans le cadre de l'OIC nous appliquons un programme destiné à améliorer la qualité du café offert au consommateur.

Le Brésil s'est fermement engagé à participer à cette stratégie dans la mesure où, même aujourd'hui, le café continue à être plus qu'une simple source d'exportations et de devises étrangères.

Le Brésil s'est diversifié et exporte maintenant un grand nombre de nouveaux produits ; toutefois, le café est toujours vital pour la subsistance de millions de familles brésiliennes.

Le café donne à une grande partie de notre population l'énergie dont elle a besoin pour leur travail quotidien.

Le café est cultivé dans 300 000 exploitations environ, il fait appel directement à plus de 3 millions de travailleurs et indirectement à 5 millions d'autres intervenants.

Il s'agit donc d'un secteur stratégique pour l'économie brésilienne.

Avec la collaboration des chefs de file des milieux de la politique, de la production et du travail, le Gouvernement brésilien s'est employé à formuler des politiques destinées à assurer la viabilité économique des exploitants et de leurs familles.

La politique caféière de mon administration a été caractérisée par des efforts déployés pour améliorer la rémunération des producteurs et les conditions de vie des travailleurs ; elle tente également de réduire les inégalités.

C'est pourquoi nous avons l'intention d'augmenter les ventes et les prix. En collaboration avec le secteur privé, le Gouvernement brésilien joue le rôle qui lui revient. Nous adoptons une politique permanente en vue de fournir des incitations à la consommation intérieure et nous cherchons à améliorer la qualité.

Toutefois, comment exiger que les producteurs fournissent du café de qualité lorsque leurs revenus connaissent une chute si spectaculaire ?

Monsieur le Président,

Nous avons d'ores et déjà appris au Brésil qu'il n'y a pas de formules magiques pour résoudre les graves problèmes de la caféiculture.

Pour protéger durablement les intérêts stratégiques de nos pays, nous devons redoubler d'efforts pour percer sur de nouveaux marchés et pour développer nos débouchés. En réalité, les marchés internationaux sont inondés d'un excédent de café. Pire encore, la demande est quasiment stagnante et présente peu de perspectives d'amélioration si nous ne prenons pas de mesures appropriées.

À cet égard, l'OIC continuera à jouer un rôle déterminant, mais il convient également d'explorer d'autres méthodes d'actions concertées. Le Brésil estime que les négociations qui sont en cours dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce joueront un rôle décisif pour ouvrir et développer les marchés.

À l'instar d'autres produits de base, le café subit les conséquences de la politique protectionniste agressive des pays importateurs. La solution à la problématique du café exige une véritable libéralisation des échanges.

Il appartient aux pays importateurs de s'engager à réduire les tarifs élevés qui constituent de redoutables obstacles à l'exportation de café doté d'une valeur ajoutée.

À cet égard, nous prions instamment les pays importateurs de frapper d'un taux nul leurs tarifs sur le café transformé, ce qui serait, pour eux, une manière de soutenir l'industrialisation dans les pays producteurs.

Le Brésil, de concert avec la Colombie, le Costa Rica, Cuba, le Guatemala, l'Inde, le Mexique, le Pérou, le Venezuela et la Thaïlande soumettent aux responsables des négociations agricoles de l'OMC une proposition constructive et réaliste ; il s'agit d'une contribution à l'élimination du protectionnisme qui entrave profondément notre développement durable.

Nous attendons des importateurs une réponse tout aussi constructive et réaliste.

Monsieur le Président,

Pour le Brésil, le bilan des 40 années de l'OIC est positif. Nous avons de nombreuses réalisations à notre actif et l'exploitation du café, de même que sa consommation, ont progressé.

Toutefois, nous avons à aborder des tâches redoutables. Nous devons tenter de restaurer la rentabilité du secteur productif et fixer des niveaux de rémunération minimale. Nous devons dégager de nouvelles perspectives en accroissant la consommation intérieure et en nous implantant dans de nouveaux marchés.

Nous devons également persuader nos partenaires dans le monde développé de démanteler leurs obstacles à notre café transformé.

Je suis convaincu que par le dialogue et la persuasion, les Membres de l'OIC trouveront des solutions novatrices et durables pour juguler la présente crise dans l'intérêt tant des producteurs que des consommateurs.

Enfin et surtout, je suis convaincu que l'OIC en sortira renforcée et que le café deviendra à nouveau un instrument d'inspiration pour les nombreux pays qui cherchent le chemin de la croissance et de la prospérité. Le Gouvernement du Brésil s'y engage.

Je souhaite que vos délibérations soient couronnées de succès. Merci.

**DÉCLARATION DE SON EXC. MONSIEUR RICARDO MADURO
PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS
(Traduction d'une transcription)**

Votre Excellence, Monsieur le Président Álvaro Uribe Vélez,
Votre Excellence, Monsieur le Président Luiz Inacio Lula da Silva,
Monsieur le Secrétaire général de l'OEA, Monsieur César Gaviria,
Monsieur le Directeur général de la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie, Monsieur Gabriel Silva,
Monsieur Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café,
Monsieur Jacques Thinsky, Président du Conseil international du Café,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués

Je m'exprime aujourd'hui au nom d'un ressortissant d'Amérique centrale et non d'un ressortissant du Honduras. Notre situation, au Honduras, en ce qui concerne le café, est très proche de celle des autres pays de la région. Les Chefs d'État des pays d'Amérique centrale se réunissent fréquemment pour développer l'intégration régionale et la problématique du café figure toujours à l'ordre du jour de nos réunions.

Nous sommes tous conscients de la possibilité indéniable qui nous est offerte de créer un bien-être équitable pour nos peuples sur les bases des dernières 20 à 30 années de nos systèmes démocratiques, de notre participation civique et de notre égalité relative. Nous sommes tous conscients de la nécessité de réaliser une croissance équitable, à savoir de réduire la pauvreté, tout en renforçant, ou en maintenant, nos institutions qui représentent la crédibilité de nos gouvernements et plus encore de nos systèmes politiques et sociaux.

Nous savons que de grands progrès ont été réalisés au niveau de l'ouverture des marchés et que des changements profonds, bien que nécessaires, peuvent provoquer des incertitudes qui, à l'heure tour, favorisent l'implication d'un plus grand nombre d'intermédiaires ainsi que des investissements à court terme, d'où une plus grande volatilité pour faire face à l'incertitude suscitée par les changements de la règle du jeu. Dans de tels cas, les mesures prises peuvent s'avérer socialement régressives et nous ne pouvons pas nous en donner le luxe.

Nous sommes conscients du fait que la mondialisation présente d'énormes possibilités et qu'il nous appartient d'accélérer l'adaptation afin d'améliorer les termes de l'échange pour nos produits. Ceci entraînera nécessairement un recours considérable à nos ressources humaines et à nos conditions concurrentielles en général. Nous reconnaissons aussi qu'une telle adaptation doit tenir compte des limites de notre capacité de changement, de nos coutumes et de notre culture, ou alors nous risquons d'y perdre nos identités. Les gouvernements ont le devoir, si ce n'est l'obligation, de prendre des mesures appropriées qui s'avèrent souvent une réussite au niveau de certaines de nos petites économies et dans bien des marchés du monde entier.

Mais nous savons aussi que ce processus doit se dérouler dans le cadre d'un environnement politique où l'aptitude à gouverner dépend de plus en plus d'un jugement perspicace et qu'il convient de tirer des leçons presque quotidiennement, comme l'a dit un analyste politique bien connu. Notre capital politique, notre capacité à susciter les changements et les réformes

dont nos peuples ont besoin dépendent de ce jugement quotidien. Nous savons que ce capital politique dépend essentiellement de la réalisation de résultats réels et perceptibles, surtout pour la plupart des plus démunis dans nos sociétés.

Nous savons également que, dans le cadre de nos actions, de nos programmes et de nos stratégies, nous ne pouvons pas prendre le risque de la régression sociale. Nous savons que nous devons combattre la menace du crime organisé avec de la volonté et du courage, comme le fait le Président Uribe, ici, en Colombie. La criminalité, de nos jours est extrêmement internationalisée et financée de sorte qu'elle est susceptible de menacer nos institutions et nos gouvernements. Nous reconnaissons que la situation politique nous est favorable et que nos peuples nous accordent leur appui. Toutefois, l'occasion se perdra si les résultats escomptés ne sont pas réalisés.

La région est dans l'expectative et animée de bonne volonté, l'occasion existe mais elle est limitée, nous sommes en mesure de forger un meilleur avenir, cependant nous sommes mis à l'épreuve. Nous avons déjà constaté que certains membres de nos peuples, frustrés parce que leurs attentes ne sont pas satisfaites, choisissent de rejeter des politiques, des modèles et même des institutions.

Dès lors, nous ne devons pas nous étonner que trois Présidents assistent à la présente réunion de l'Organisation internationale du Café, dans la mesure où la situation actuelle du café représente, pour beaucoup, la situation de nos peuples, de nos relations internationales et commerciales et de nos possibilités économiques surtout dans des pays où la caféiculture constitue une part importante de nos économies.

Il ne s'agit pas uniquement de récupérer les 600 000 emplois qui ont été perdus en Amérique centrale, ni même d'aider les 25 millions de personnes qui, dans le monde entier, subissent les répercussions de la crise actuelle du café. Il s'agit plutôt de trouver une solution à long terme pour les personnes qui sont tributaires du café et qui sont pratiquement les plus pauvres de nos sociétés.

L'enjeu est beaucoup plus important que de simplement trouver une solution par le biais d'une augmentation des prix du café qui dépassent à peine les coûts de production. Il s'agit de rétablir l'équilibre entre les producteurs et les consommateurs afin d'assurer des prix durables, profitables et équitables qui démontrent que les marchés internationaux peuvent fonctionner et donner des résultats stables et équitables.

Il ne s'agit pas simplement d'assurer un minimum de bénéfice pour des millions de caféiculteurs, mais plutôt de leur donner l'occasion de s'adapter à l'avenir avec dignité, de respecter leur culture, de leur donner la possibilité de se moderniser et, le cas échéant, de diversifier leurs activités en leur accordant la tolérance et la solidarité dont ils ont besoin sans pour autant accroître leur pauvreté.

Lorsque nous parlons du problème du café, nous parlons du problème qui consiste à faire fonctionner des marchés internationaux capables de promouvoir l'égalité sociale et commerciale, non seulement pour les producteurs, mais dans l'ensemble de la chaîne de valeur ajoutée de façon à ce que la répartition de la valeur ajoutée ne se retourne pas dramatiquement contre les plus pauvres comme cela a été le cas pour le café depuis six ans.

Le café est donc très impliqué dans notre avenir. L'état du marché reflète nos problèmes et exige des solutions décisives et rapides. Il est, d'ailleurs, l'emblème de notre capacité à nous adapter afin d'assurer une croissance future dans l'égalité. La solution de la crise passe par la solidarité et le respect entre les pays en développement et les pays développés sur les marchés internationaux démontrant ainsi notre confiance dans nos modèles de développement. La situation actuelle ne représente pas qu'une crise du café : il s'agit d'une crise économique et d'une possibilité politique et sociale.

C'est cette conviction qui a suscité ma présence, aujourd'hui, dans le cadre de cette réunion fort importante – le lendemain de la célébration du 182^e anniversaire de l'indépendance du Honduras et de l'Amérique centrale. Je souhaite remercier mon bon ami le Président Uribe, ainsi que l'Organisation internationale du Café, de m'avoir accordé l'occasion de m'adresser au groupe de dirigeants éminents ici présents et, par leur intermédiaire, à ceux qui ne sont pas ici et de leur faire part de l'immense importance de la crise actuelle du café pour tous nos pays. Je suis certain, qu'ensemble, nous réussirons à redresser l'économie du café afin qu'elle redevienne plus profitable, plus durable et plus équitable.

Merci.

**DÉCLARATION DE MONSIEUR GABRIEL SILVA LUJÁN
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DES
PRODUCTEURS DE CAFÉ DE COLOMBIE**

Au nom des caféiculteurs de Colombie et des 500 000 familles qui sont tributaires de la culture du café pour leur subsistance, je vous souhaite à tous la bienvenue à Cartagena. Pendant toute cette semaine, Cartagena sera à la croisée de la caféiculture mondiale. Les délégués qui sont rassemblés ici ont en main les instruments nécessaires pour façonner un destin d'espoir pour plus de 100 millions de personnes dont les vies sont inextricablement liées au sort du café. C'est pour cette raison que je voudrais dire à leurs Excellences les Présidents, aux Ministres, au Directeur exécutif de l'OIC et aux distingués délégués et collègues que je suis pleinement conscient du fait que mes responsabilités au cours de la présente cérémonie vont bien au-delà de celles d'un hôte qui se voudrait aimable. Il est, en effet, de mon devoir de vous faire part, au cours de l'occasion qui m'est donnée, des anxiétés et des espoirs des exploitants de café, tant dans mon pays que dans le monde entier.

Nous célébrons le 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Café, une institution qui a régulièrement démontré qu'il est possible de trouver les moyens d'assurer la solidarité et la coopération nécessaires à des solutions consensuelles afin que les marchés des produits de base soient plus équitables. Nul ne saurait nier l'impact profond que l'OIC a eu au niveau de l'amélioration des vies des exploitants de café, ni ses actions sur le développement et la promotion de la consommation de café, sur la recherche et l'analyse technique des problèmes touchant l'industrie du café, sur la défense de la qualité, sur l'orientation d'un marché qui, sans l'intervention de l'OIC, se serait montré insensible aux préoccupations de millions de producteurs et de travailleurs ruraux dans les pays en développement. Je suis certain que je m'exprime au nom des caféiculteurs de tous les continents lorsque je parle de la gratitude que nous éprouvons pour l'Organisation, pour M. Néstor Osorio et pour ceux qui l'ont précédé au poste de Directeur exécutif et qui sont des nôtres aujourd'hui.

Nous sommes réunis ici, à Cartagena, à un moment qui est marqué par la crise la plus aiguë et la plus prolongée de l'histoire du café. Nous ne pouvons pas nous abstenir de faire observer, et nous continuerons à le faire jusqu'à ce que nous obtenions un écho et des résultats que, au cours des quatre dernières années, les caféiculteurs ont perdu plus de 60% de leurs revenus ; les indicateurs de la faim et de la pauvreté ont doublé en Colombie et triplé dans d'autres pays ; deux millions de personnes ont été licenciées ; des centaines de millions de petites et moyennes exploitations ont été abandonnées ; les sourires et le succès ont cédé la place au désespoir, à la violence et à l'instabilité.

L'on a beaucoup parlé et l'on a beaucoup écrit sur l'origine de la crise. Je ne vais pas revenir sur ces analyses exhaustives et complexes. Je vais simplement vous donner un aperçu des cœurs et de l'état d'esprit des exploitants de café. Le marché libre, dépourvu de direction ou d'ordonnancement, les avantages incontestables et tant vantés de l'offre et de la demande ont trahi les caféiculteurs. Tout ce qui reste de l'euphorie de la révolution conservatrice des années 80 est l'arrière-goût amer de la perte des mécanismes de régulation du marché et des institutions nationales sacrifiées alors qu'elles étaient si utiles aux exploitants de café. En outre, le désespoir est nourri par le sentiment que les jours passent et la pauvreté persiste, que les problèmes sont débattus jusqu'à saturation sans déboucher sur des solutions, que les

exploitants de café et les travailleurs dans les exploitations sont livrés à eux-mêmes. Les hommes et les femmes qui travaillent dans le café estiment que leur sort fait l'objet d'une immense indifférence.

La présente réunion, Mesdames et Messieurs, ne constitue pas simplement une cible de convergence pour la presse mondiale ou pour les acteurs dans l'industrie ou encore les bourses dans les capitales du monde entier. Dans les montagnes et les plantations de café de tous nos pays, des millions d'yeux et d'oreilles suivent ce que nous faisons et ce que nous décidons ici. Les caféiculteurs ont déjà tout donné et il leur a été pris plus que leur part du sacrifice. Une productivité accrue, une efficacité améliorée, les ajustements au niveau des coûts – toutes les prescriptions des institutions multilatérales – se sont avérées incapables de produire des résultats. Et le pire, c'est que le consommateur n'a bénéficié ni de la qualité ni du prix.

C'est la raison pour laquelle les producteurs de café ne peuvent rester indifférents face à l'occasion qui nous est donnée. C'est pourquoi Monsieur le Président Luis Inácio Lula da Silva, les travailleurs et les exploitants lancent un appel à votre sensibilité sociale, l'origine populaire de votre mandat et votre qualité de chef de file internationalement reconnu, pour que vous engagiez fermement dans l'initiative qui revient au Brésil en sa qualité de premier producteur de café du monde. Il est essentiel qu'un signal soit envoyé au marché précisant que votre pays sera un acteur responsable, aligné sur les intérêts des pays producteurs et qu'il interviendra afin que la coopération internationale débouche sur des résultats concrets qui iront dans le sens d'un redressement des cours internationaux de café.

Les caféiculteurs espèrent aussi, Monsieur le Président Álvaro Uribe, que votre politique internationale en vue de la défense de la démocratie et la lutte contre le terrorisme permettront d'expliquer au monde que l'effondrement social dans les régions productrices de café se traduit par un défi à la stabilité politique de plus de 50 pays en développement et que la crise alimente les menaces à la sécurité nationale, que ce soit par des trafics de drogues ou des groupes armés. Nous lançons également un appel à Monsieur le Président Ricardo Maduro, en qualité de représentant de l'Amérique centrale afin que vous puissiez faire comprendre aux États-Unis que leur indifférence à la crise nourrit l'immigration illégale, réveillant le géant assoupi de la violence souterraine dans la région et menaçant l'effondrement social. L'heure est venue d'assurer aux caféiculteurs que, en cette enceinte, l'on est absolument décidés à bouleverser l'ordre des choses.

À votre adresse, Monsieur le Président du Conseil Jacques Thinsy, qui êtes aussi le porte-parole des consommateurs, les caféiculteurs demandent que vous vous adressiez à l'industrie du café afin que l'égoïsme et la myopie de la maximalisation des bénéfices ne reviennent pas hanter l'industrie alors qu'il sera trop tard pour garantir la viabilité de l'exploitation mondiale du café.

Les caféiculteurs s'adressent à tous ceux qui sont ici présents afin de leur demander de se prouver à la hauteur de leur tragédie, d'abandonner la prudence normale des processus diplomatiques, de renoncer aux négociations marginales, de mettre de côté des intérêts partiels et de se mettre à construire un nouvel agenda efficace pour l'OIC. Mesdames et Messieurs, nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas être à la hauteur des exigences du moment : les espoirs de 25 millions de familles dépendent de nos conclusions.

Merci.

**DÉCLARATION DE MONSIEUR JACQUES THINSY,
PRÉSIDENT DU CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFÉ**

Monsieur le Président de la République de Colombie,
Monsieur le Président de la République fédérative du Brésil,
Monsieur le Président de la République du Honduras,
Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des États américains,
Monsieur le Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café,
Monsieur le Représentant de la Colombie au Conseil international du Café,
Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Représentants des pays Membres de l'OIC,
Chers amis et amies de la communauté mondiale du café.

C'est un grand honneur pour moi, en tant que Président du Conseil international du Café et de représentant de la Belgique, de m'adresser à vous aujourd'hui à Cartagena de Indias.

Tout d'abord, au nom de tous les Membres du Conseil, je tiens à remercier les autorités de la Colombie pour leur invitation à nous réunir ici, dans cette belle cité ancienne du nouveau monde. Mes remerciements vont également à la Fédération nationale des producteurs de café de Colombie qui nous fait un si bon accueil, chaleureux et efficace.

Mesdames et messieurs,

Ce Conseil international du Café qui se tient dans un pays producteur coïncide avec une des crises les plus graves qu'ait connu le secteur du café. Le Directeur exécutif vient de vous en parler, de même que des solutions sur lesquelles l'Organisation travaille.

La participation à nos travaux aujourd'hui de tant de hautes personnalités montre la préoccupation que cause la crise et donne à notre Conseil une importance politique particulière.

Cette haute participation confirme aussi l'importance de l'Organisation internationale du Café comme forum permanent de dialogue entre pays producteurs et consommateurs.

À l'heure où de grandes conférences comme Cancún échouent, peut-être en raison de la complexité de la négociation sur des thèmes nombreux et difficiles, l'OIC, par contre, reste le lieu pour renforcer, de façon concrète, la coopération et la solidarité entre producteurs et consommateurs, entre le Nord et le Sud.

Les méthodes anciennes pour gérer le marché international ont été abandonnées, mais nous essayons maintenant des voies nouvelles de coopération, qui doivent être dans l'intérêt de tous les acteurs du monde du café et en particulier dans l'intérêt des plus fragiles et des plus pauvres. Les forces du marché sont souvent un puissant moteur de développement, mais il revient aux gouvernements et aux organisations internationales de veiller à ce que l'économie fonctionne dans l'intérêt de tous, en n'oubliant pas des pays ou des catégories de population sur le bord du chemin du développement.

C'est donc ce que nous essayons de faire dans ce forum où les difficultés des uns et des autres peuvent s'exprimer et où nous pouvons, ensemble, travailler à des solutions.

Mesdames et Messieurs, je ne vais pas aller plus loin dans mon intervention, car le moment est venu de laisser la parole aux hautes personnalités qui sont parmi nous.

Déjà, en notre nom, je veux les remercier pour leur présence qui honore le Conseil et nous renforce dans la volonté de travailler ensemble dans l'intérêt de la communauté internationale du café toute entière.

Je vous remercie

INTERVENTION DE MONSIEUR NÉSTOR OSORIO LONDOÑO
DIRECTEUR EXÉCUTIF DE L'ORGANISATION
INTERNATIONALE DU CAFÉ

C'est avec une profonde émotion que je tiens à exprimer au Gouvernement de la Colombie et à la Fédération nationale des producteurs de café ma reconnaissance et ma gratitude, car ils nous ont fait l'honneur d'inviter la communauté mondiale du café à célébrer les quarante années d'existence de l'Organisation internationale du Café à Cartagena. Je souhaite, tout d'abord, Monsieur le Président Uribe Vélez, souligner la signification politique de votre présence à cette cérémonie.

Votre présence reflète votre soutien pour une institution qui se situe au centre de la coopération internationale ayant trait au café et qui recherche d'urgence les possibilités de conjuguer les efforts et les déterminations pour l'élaboration de politiques destinées à l'amélioration des conditions de vie des caféiculteurs dans le monde entier.

C'est dans un tel cadre de référence et dans ce but que l'Organisation a été créée, et, de par son histoire, elle a pu servir de modèle au développement d'autres organismes de produits. Pendant près de trois décennies, il a existé un consensus entre les producteurs et les consommateurs quant à la nécessité de se doter d'accords et de règles dont les objectifs étaient d'assurer le bon ordonnancement du marché, des prix équitables et un approvisionnement garanti pour l'industrie du café. Ce consensus a permis de réduire la pauvreté dans les pays en développement qui étaient tributaires de quelques produits de base, d'améliorer leur part du commerce mondial et, à terme, de contribuer à l'édification de la paix.

Au cours de la dernière décennie, le consensus a été remplacé par les nouvelles doctrines de libéralisation. Cela s'est avéré un coup dur pour les producteurs de café et d'autres produits tropicaux et a laissé clairement apparaître leur vulnérabilité. Paradoxalement, pendant que l'on préconisait la suppression des soutiens institutionnels, les pays en développement renforçaient la défense et le soutien de leurs propres produits agricoles.

Cette nouvelle démarche a contribué à démontrer combien de nombreux pays en développement étaient tributaires de leurs produits de base ; en effet, les possibilités de diversification étaient frustrées par l'impossibilité d'accéder aux marchés d'autres produits agricoles et industriels.

J'ai soulevé la question auprès des gouvernements de pays développés et avec des organismes internationaux et, récemment, à la Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce. J'ai lancé un appel pour que l'on se mette d'accord sur les négociations destinées à trouver des mesures pour contrecarrer la concurrence inéquitable et le déséquilibre imputable aux politiques protectionnistes et aux subventions. Ce qui s'est passé à Cancún est décevant.

Je sais fort bien, Monsieur le Président Lula da Silva, l'importance que le Brésil attache aux actions qui sont menées et je suis conscient du rôle décisif de votre pays dans le cadre de ce processus. Vous nous avez fait l'honneur d'être présent et de participer à la célébration du

40^e anniversaire de cette Organisation, ce qui souligne le soutien du Brésil en faveur d'une institution qu'il a contribué à créer en qualité de pays Membre fondateur et qui en est devenu l'inspirateur et le chef de file de la politique caféière internationale.

Les réalités politiques et les concepts économiques qui gouvernent la dynamique du commerce ont subi des mutations et nous ne pouvons plus nous attarder sur les souvenirs attachants du passé. Il nous appartient d'innover et de trouver différentes façons de redonner au café la valeur qui lui revient, car c'est un produit dont dépendent des millions de familles dans le monde pour leur subsistance.

Il ne s'agit pas d'intervenir sur le marché, mais plutôt d'influencer les variables qui le déterminent afin que le café devienne rentable pour ceux qui le produisent et disponible pour ceux qui le transforment et ceux qui le distribuent. C'est là le défi à relever : la création d'un consensus qui assurera la durabilité du secteur caféier.

Les activités que mène l'Organisation internationale du Café dans le domaine de l'amélioration de la qualité, de la promotion de la consommation et des projets de diversification susceptibles de susciter des revenus complémentaires pour les caféiculteurs constituent les premiers éléments de cette nouvelle approche. Une coopération élargie est nécessaire pour que ces efforts produisent des résultats efficaces. Dans le cadre d'une coopération universelle, nous trouverons plus facilement des solutions à la crise.

C'est la raison pour laquelle, en association avec des représentants de pays Membres producteurs et consommateurs, nous avons lancé un appel aux Gouvernements des États-Unis, du Canada, de la Russie et de la Chine en vue de leur participation à l'Organisation et afin qu'ils contribuent à la formulation de nouvelles stratégies.

Au niveau de ces activités politiques et diplomatiques, vous, Monsieur le Président Maduro avez été le porte-parole de la région d'Amérique centrale, vous êtes, en effet, doté de l'autorité qui vous amène à gouverner le Honduras, qui est un des pays les plus gravement touchés par la crise. Votre dialogue et votre correspondance avec le Président Bush reflètent votre énorme contribution en vue de l'inclusion des dossiers, de leurs analyses et des incidences des éléments de la crise du café dans l'agenda politique des États-Unis. Votre présence à notre manifestation est un honneur pour l'Organisation.

Le Congrès des États-Unis et des représentants de l'industrie américaine du café ont été réceptifs à nos appels et ont entrepris des démarches pour amener leur gouvernement à réintégrer l'Accord et être à même d'influencer la dynamique de recherche de solutions. Nous attendons une décision.

À l'occasion de ce mémorable anniversaire, je souhaite réitérer mon appel à l'intention des gouvernements et de l'industrie des pays importateurs et exportateurs afin qu'ils concrétisent leur coopération et qu'ils contribuent à la formulation et la mise en œuvre d'actions et de stratégies permettant d'améliorer les revenus et les conditions de vie des caféiculteurs du monde entier.

À cet effet, les Présidents Uribe Vélez, Lula da Silva et Maduro m'ont informé qu'ils étaient disposés à engager un dialogue direct avec les représentants de l'industrie des pays importateurs, auquel ils participeraient personnellement. À cet égard, je vais immédiatement établir les contacts et préparer les bases nécessaires à un tel dialogue.

Merci.

**Déclaration commune des
représentants des Parlements de Colombie et du Brésil
le 18 septembre 2003, Cartagena, Colombie**

DÉCLARATION COMMUNE DES REPRÉSENTANTS DES PARLEMENTS DE COLOMBIE ET DU BRÉSIL

Les représentants des Parlements de Colombie et du Brésil, réunis à Cartagena dans le cadre de la quatre-vingt-neuvième session du Conseil international du Café et de la célébration des 40 ans d'existence de l'Organisation internationale du Café (OIC), font la déclaration commune ci-après :

1. Nous, représentants des Parlements de Colombie et du Brésil, sommes préoccupés au plus haut point par la crise actuelle de la caféiculture mondiale. La chute brutale des revenus des caféiculteurs due à la baisse sans précédent des prix internationaux du café, l'inégalité de la répartition des revenus tout au long de la chaîne de valeur du café et l'injustice sociale produite par les effets négatifs de la crise sont à l'origine d'un exode des populations rurales vers les centres urbains, d'un abandon des exploitations agricoles, de chômage, de violence et de la tentation des cultures illégales. La crise a plongé dans la pauvreté plus de 100 millions de caféiculteurs dans le monde, phénomène qui menace d'être à l'origine d'un effondrement social et politique aux proportions gigantesques.
2. Nous exprimons notre indignation et notre étonnement face à l'indifférence des pays consommateurs pour trouver des solutions à la crise et exprimer leur ferme volonté politique d'offrir des solutions de rechange qui permettraient d'assurer la viabilité et la durabilité de la caféiculture à long terme. Nous estimons que cette indifférence est inacceptable.
3. Nous constatons que l'Organisation internationale du Café est l'instance centrale de concertation et de coopération multilatérale pour le café et nous apportons notre soutien au programme de travail en cours pour trouver des solutions structurelles à la crise.
4. Nous appuyons la proposition présentée par les Présidents de la Colombie, du Brésil et du Honduras de se réunir avec l'industrie multinationale de la torréfaction afin d'augmenter la rémunération de nos caféiculteurs et réduire ainsi de façon significative les déséquilibres dus aux imperfections des canaux de la commercialisation du marché international du café.
5. Nous estimons que la création d'espaces supplémentaires de concertation et de coopération, particulièrement entre pays producteurs, est un outil nécessaire et complémentaire pour lancer des initiatives et des stratégies pour le bénéfice des producteurs.
6. Nous sommes convaincus que le travail en commun et l'interaction de nos parlements constitueront un moyen essentiel et définitif pour trouver, par le biais de la concertation et de la coopération, des solutions politiques et législatives à la crise. Nous détenons un mandat populaire, qu'il nous faut remplir et que nous ont confié nos électeurs dont beaucoup sont des caféiculteurs vivant dans la pauvreté, de travailler sans repos à la recherche de leur bien-être et à l'amélioration de leurs conditions de vie.

7. En tant que parlementaires, nous ne pouvons demeurer en marge, ni être absents, face à l'importance de la crise du café. Notre état de législateurs nous donne la responsabilité historique et politique de prendre l'initiative en participant de façon active et déterminée à la recherche de solutions qui permettraient à nos caféiculteurs d'exercer leur activité en toute dignité.
8. Nous décidons donc :
- a) De créer le Front parlementaire international pour la défense du caféiculteur, pour renforcer la coopération et la concertation sur la question du café et travailler en commun, tant au niveau national qu'au niveau international, à la défense des revenus des producteurs.
 - b) De lancer des initiatives législatives concertées en faveur de nos caféicultures.
 - c) D'élargir le groupe constitué aujourd'hui en invitant à participer au Front parlementaire international toutes les institutions législatives des pays producteurs.
 - d) D'inclure les parlements des pays consommateurs dans la discussion globale sur la portée, les conséquences et les causes de la crise du café et de faciliter l'adoption de mesures législatives dans ces pays, visant à défendre les intérêts des producteurs et des consommateurs ultimes.
 - e) De tenir une réunion, dans le cadre de la Conférence mondiale du Café, qui aura lieu au Brésil en 2004 et qui rassemblera les parlementaires des pays producteurs et des pays consommateurs pour définir les bases de travail de cette coopération interparlementaire.

Au nom du Parlement colombien

Germán Vargas Lleras
Président du Sénat

Miguel Alfonso de la Espriella Burgos
Sénateur

Sergio Díaz Granados G.
Représentant à la Chambre

Mario Gómez Estrada
Membre du Comité national

Au nom du Parlement brésilien

Carlos Melles
Député

Silas Brasileiro
Député

Linneu C. da Costa Lima
Secrétaire de la Production et du Commerce

**Messages de soutien reçus à l'occasion du
40^e anniversaire de l'Organisation
Septembre 2003, Cartagena, Colombie**

- Son Exc. Monsieur Vicente Fox, Président des États-Unis du Mexique
- M. Poul Nielson, Commissaire européen pour le Développement et l'Aide humanitaire
- M. Ian Johnson, Vice-Président de la division du Développement social et environnemental durable, Banque mondiale
- M. Robert Nelson, Président et Directeur général, Association nationale du café des États-Unis.

**MESSAGE DE SON EXC. MONSIEUR VICENTE FOX QUESADA
PRÉSIDENT CONSTITUTIONNEL DES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE**

Votre Excellence, Monsieur Álvaro Uribe, Président de la République de Colombie ;

Votre Excellence, Monsieur Luiz Inácio Lula da Silva, Président de la République fédérative du Brésil ;

Vos Excellences, Monsieur le Président et Monsieur le Vice-Président du Conseil international du Café ;

Messieurs les délégués et autres participants à la 89^e session du Conseil international du Café,

Je souhaite vous adresser à tous mes compliments les plus chaleureux et mes sincères excuses car je me trouve dans l'impossibilité d'assister en personne à une manifestation aussi importante pour le monde du café, laquelle coïncide avec la célébration de l'événement historique de notre pays, à savoir l'important succès qui a jeté les bases de la démocratie dont nous sommes dotés aujourd'hui : "le 193^e anniversaire de l'appel à l'indépendance".

C'est un grand honneur pour moi de pouvoir m'adresser à vous à l'occasion de la 89^e session du Conseil et du 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Café, une instance qui, dans le contexte des différents Accords internationaux signés par nos gouvernements, a représenté un élément déterminant de la politique internationale dans la mesure où elle constitue un forum important pour la coordination et coopération multilatérales ayant trait au café, ce produit qui, pendant des siècles, a été le pilier de notre économie, de notre commerce, de notre société et de notre culture.

Le café fait partie intégrante de notre passé, de notre présent et de notre avenir, tant dans les pays producteurs que dans les pays consommateurs.

Le café a été la subsistance de millions de personnes dans le monde entier, génération après génération, et a délecté des millions d'autres.

Des millions de producteurs, de transformateurs, de négociants et de torréfacteurs travaillent inlassablement et quotidiennement dans la filière du café.

Grâce au café, des millions de consommateurs se rendent la vie plus agréable en dégustant des tasses de café.

Toutefois, aujourd'hui, le secteur du café a besoin de notre créativité, de notre esprit de solidarité et de coopération, de notre appui et de notre détermination.

Aujourd'hui, plus que jamais, le secteur du café requiert notre volonté de fournir un soutien, partagé et mutuellement responsable en vue d'actions multilatérales au niveau mondial qui soient susceptibles de déboucher sur la solution de la crise économique et structurelle du secteur mondial du café.

Au Mexique, nous sommes convaincus que les objectifs de l'Accord international de 2001 sur le Café constituent les principes directeurs d'une politique caféière internationale qui est dans l'intérêt de tous les membres de la chaîne de production.

C'est la raison pour laquelle nous avons élaboré des programmes de développement nationaux fondés sur l'amélioration de la qualité, la promotion de la consommation intérieure, la diversification et la durabilité de la chaîne de valeur de la production du café, au fil de ses différentes étapes ;

C'est la raison pour laquelle nous avons adopté une approche axée sur la chaîne de production pour structurer notre politique caféière nationale, en pleine conformité avec les objectifs de l'Accord ;

C'est la raison pour laquelle nous avons toujours œuvré en faveur du renforcement de l'Organisation internationale du Café ;

C'est la raison pour laquelle nous avons directement accordé notre appui à chacune des Résolutions émanant du Conseil, lequel est actuellement en session ;

C'est la raison pour laquelle nous avons et nous continuerons à tenter de mettre le café et le développement de ce secteur déterminant en tête des priorités des principales agences de coopération régionales et multilatérales ;

C'est la raison pour laquelle j'ai chargé la délégation mexicaine, dirigée par M. Antonio Ruiz García, Sous-Secrétaire auprès du Développement rural, et M. Roberto Giesemann, Président exécutif du Conseil mexicain du café, de consacrer leur attention, leur créativité, leurs efforts et leur esprit de dévouement aux travaux de la 89^e session du Conseil international du Café, avec l'assurance que mon gouvernement appuiera fermement toute Résolution adoptée par le Conseil.

Je profite de cette occasion pour remercier de son invitation Son Exc. le Président Álvaro Uribe de Colombie qui accueille cette manifestation.

Je souhaite également féliciter M. Néstor Osorio Londoño du remarquable travail qu'il accomplit en qualité de Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café.

Je réitère l'expression de mes sentiments cordiaux et l'assurance de ma haute considération.

**MESSAGE DE MONSIEUR POUL NIELSON
COMMISSAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT ET L'AIDE HUMANITAIRE**

À l'occasion du 40^e anniversaire de l'Organisation internationale du Café, je souhaite adresser mes vives félicitations au Président du Conseil, au Directeur exécutif et à tous les pays Membres de l'OIC.

Au cours des quatre dernières décennies, l'Organisation internationale du Café a constitué un forum exceptionnel en faveur d'un dialogue fécond entre les pays producteurs et les pays consommateurs ; aujourd'hui, plus que jamais, l'Organisation joue un rôle crucial dans le cadre de l'économie mondiale du café.

La Commission européenne a toujours beaucoup apprécié l'excellent travail de l'OIC et elle a l'honneur de représenter la Communauté européenne dans les diverses instances de l'Organisation. Aujourd'hui, la Commission européenne réaffirme son intention de jouer un rôle actif au sein de l'OIC afin d'obtenir une reprise durable et de sortir de l'incertitude actuelle dont souffre les pays producteurs de café. À cet égard, la Commission européenne lance un appel en faveur d'une coopération renouvelée et renforcée, ainsi qu'une entente partagée entre toutes les parties de l'OIC.

La Commission européenne attache une grande importance au secteur des produits de base et procède, à l'heure actuelle, à une analyse approfondie des défis qu'affrontent les producteurs de ces produits dans les pays en développement afin de mieux cibler son soutien et ses activités futurs. Lorsque ce processus sera achevé, la Commission européenne sera toute disposée à faire connaître ses conclusions à tous les interlocuteurs intéressés.

À l'occasion de ce 40^e anniversaire, la Commission européenne souhaite également réaffirmer sa volonté d'aider des pays individuels à restructurer leur secteur caféier à l'aide des instruments de coopération en matière de développement qui sont disponibles.

J'adresse également à l'Organisation et à l'ensemble de ses Membres mes meilleurs vœux pour un bel avenir et je souhaite que vos délibérations soient couronnées de succès.

**MESSAGE DE MONSIEUR IAN JOHNSON,
VICE-PRÉSIDENT DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL
ET ENVIRONNEMENTAL DURABLE (DSED), BANQUE MONDIALE,**

Je souhaite adresser mes félicitations les plus chaleureuses à l'Organisation internationale du Café à l'occasion de son 40^e anniversaire. Au cours de ces 40 années, l'OIC a constitué le principal forum réunissant les consommateurs et les producteurs afin de se pencher sur les dossiers ayant trait au café. Le café est un des produits de base les plus importants pour les pays en développement, surtout les plus pauvres ; 25 millions de foyers dans le monde en dépendent. La production de café a des aspects sociaux et écologiques qui deviennent encore plus critiques pendant les périodes de crise, comme celle que nous traversons aujourd'hui. La Banque mondiale suit, depuis longtemps, les questions ayant trait au café et elle a monté différents programmes dont bénéficient directement ou indirectement le secteur caféier des pays producteurs. Notre collaboration avec l'OIC est très importante dans la mesure où elle permet d'explorer les modalités de notre aide en faveur des pays producteurs de café. Cette collaboration s'est manifestée avec succès dans le cadre de la Table ronde de haut niveau que l'OIC et la Banque mondiale ont organisée conjointement au mois de mai dernier, à Londres, et dont l'objectif était de rechercher des solutions à long terme aux problèmes du secteur caféier. Je souhaite que cette coopération entre nos deux organisations continue à l'avenir et même qu'elle se renforce.

**COMMUNICATION DE MONSIEUR ROBERT F. NELSON
PRÉSIDENT ET DIRECTEUR GÉNÉRAL DE
L'ASSOCIATION NATIONALE DU CAFÉ DES ÉTATS-UNIS**

L'Association nationale du café des États-Unis souhaite féliciter l'Organisation internationale du Café à l'occasion de son 40^e anniversaire. Depuis quatre décennies, en effet, l'OIC a constitué un forum important pour l'industrie mondiale du café permettant de réunir les parties prenantes et de résoudre des questions d'intérêt commun. Grâce à la sagesse de la direction de l'Organisation, au fil des ans, l'OIC est devenue une instance contemporaine, orientée vers le marché libre et le renforcement des institutions.

Malheureusement, en raison d'engagements prévus précédemment à Washington DC, je ne serai pas en mesure d'assister à l'importante réunion de l'OIC en Colombie à l'occasion du 40^e anniversaire de l'Organisation. Toutefois, au nom de l'Association nationale du café des États-Unis, je voudrais confirmer que l'industrie du café des États-Unis est fermement en faveur de la réintégration du Gouvernement des États-Unis au sein de l'Organisation internationale du Café.

Au cours de la période tourmentée que traverse l'industrie du café, il est essentiel que l'Organisation internationale du Café exerce un rôle directif et constitue le point de convergence qui permettra à l'industrie de progresser et de s'orienter vers un avenir durable pour le café. Il est crucial, à cet égard, d'admettre que pour triompher des défis d'aujourd'hui, il faut reconnaître nos besoins communs, nos objectifs et nos idéaux et travailler ensemble pour les réaliser. Il appartient à l'ensemble de la communauté du café de consacrer son énergie collective à l'amélioration du sort de ceux qui dépendent du café pour leur subsistance. Si nous constituons une industrie mondiale unie, nous bénéficierons de toutes sortes de possibilités et de succès : c'est à l'Organisation internationale du Café d'en indiquer le chemin.

Veillez transmettre mes meilleurs vœux pour la réunion à tous les participants qui se sont consacrés à la valorisation de l'industrie mondiale du café par leurs engagements individuels et collectifs vis-à-vis de l'Organisation internationale du Café.